Ce qui change en 2025

écrit par Marine de la Clergerie | 19/12/2024

Banque

- Les virements instantanés sont, depuis le 9 janvier, obligatoirement gratuits dans l'espace européen SEPA (pays de l'Union européenne plus l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse) – Source: Règlement (UE) 2024/886

Fiscalité

- **Taxes sur les véhicules** : Les taxes sur l'affectation des véhicules à des fins économiques (anciennement TVS) évolueront avec de nouveaux taux.
- **Versement mobilité** : De nouveaux taux seront appliqués à partir du 1er janvier 2025.
- **Nouveaux seuils de franchise de TVA: 85 000** € pour les activités de vente et **37 500** € pour les activités de services.
- **Facturation électronique** : Toutes les entreprises devront se préparer à la facturation électronique, avec une mise en place progressive de l'e-invoicing et de l'e-reporting.
- **Augmentation des cotisations** : Les cotisations sociales augmenteront pour certaines professions libérales afin de financer une retraite complémentaire obligatoire.

Justice

- **Tribunaux de commerce** : Les tribunaux des activités économiques remplaceront les tribunaux de commerce, élargissant leurs compétences aux procédures amiables et collectives.
- **Formalités** : À partir du 1er janvier 2025, le guichet unique des formalités sera le seul point d'entrée pour les entreprises pour réaliser leurs formalités.

SANTÉ

- Augmentation du prix des consultations depuis le 22.12.2024:
    - Médecin généraliste: 30€
    - Gynécologue: 37€
    - Psychiatre: 55€

References

- Service public

Contact

Me de la Clergerie, avocat au Barreau de Toulouse, spécialiste en droit du numérique et des communications, avec la qualification spécifique droit des données à caractère personne, accompagne ses clients sur toutes les problématiques rencontrées par ses clients. N'hésitez pas à contacter Me de la Clergerie: Consultation, LinkedIn, Demande de devis .

Le cabinet de Me de la Clergerie récompensé en droit de la cybersécurité

écrit par Marine de la Clergerie | 19/12/2024
Palmarès du droit à Toulouse – 2024

Le cabinet de Me de la Clergerie est récompensé en droit du numérique

écrit par Marine de la Clergerie | 19/12/2024
Le cabinet de Me de la Clergerie est récompensé en droit des nouvelles technologies.

Palmarès du droit – Toulouse 2024

Actualités des données personnelles – Décembre 2024

écrit par Marine de la Clergerie | 19/12/2024

FRANCE

- Référentiels santé: publication de la synthèse des contributions par la CNIL
- Sous-traitants: consultation publique ouverte par la CNIL sur un projet de référentiel d'évaluation

UNION EUROPÉENNE

- Le CEPD (EDPB) salue les conclusions de la Commission européenne sur l'application du RGPD et appelle à la cohérence des règlementations numériques avec le RGPD
- Publication des lignes directrices sur l'article 48 du RGPD sur les

transferts ou divulgations non autorisées par le droit de l'UE (en consultation jusqu'au 25 janvier 2025)
- IA – Avis du CEPD pour une IA responsable
- Transfert de données hors de l'UE exigé par une décision d'une juridiction ou d'une autorité administrative d'un pays tiers : Le CEPD publie des lignes directrices sur l'article 48 du RGPD et recommandations.

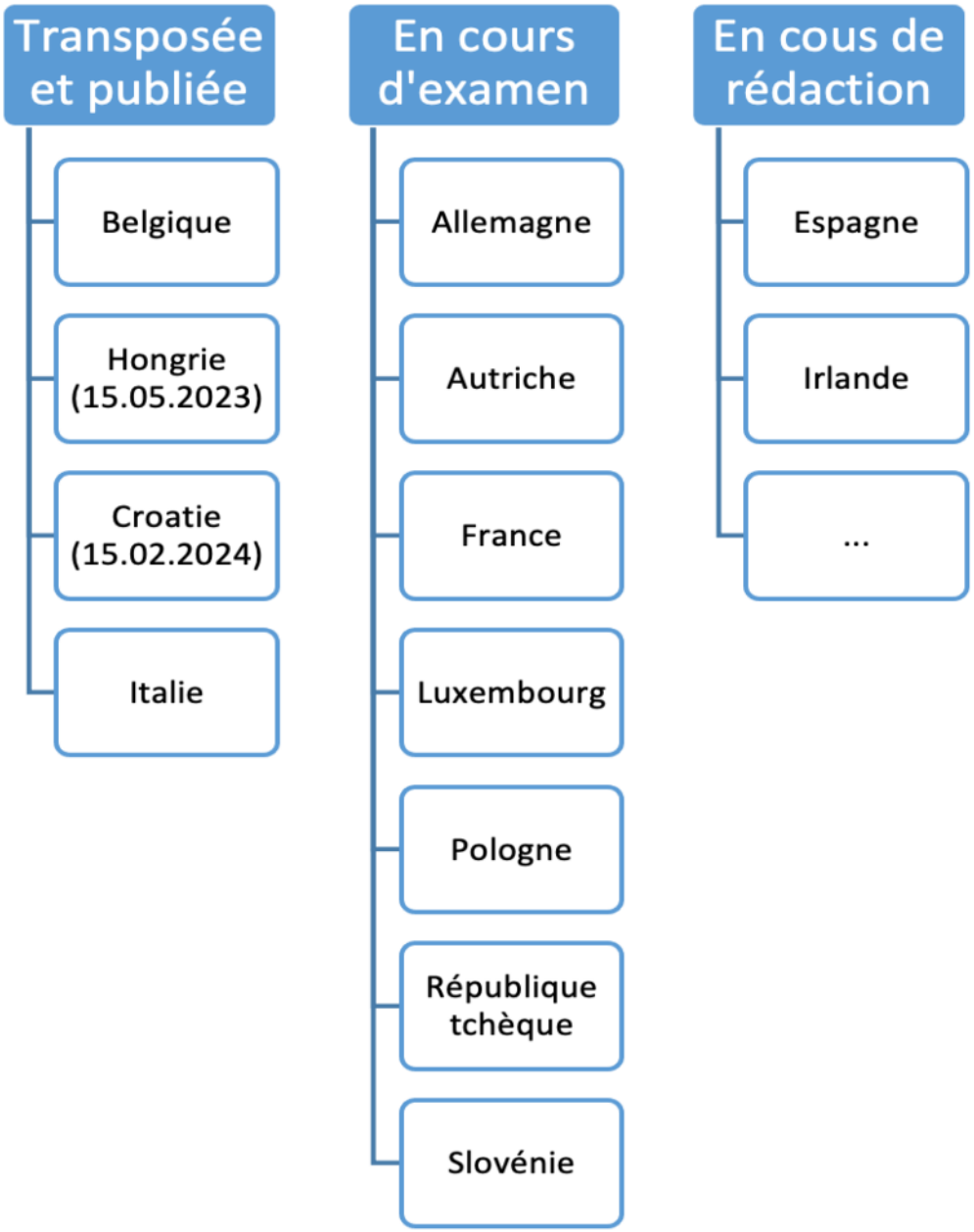
SANCTIONS & PLAINTES

- Caméras augmentées: Mises en demeure par la CNIL du Ministère de l'intérieur et de 8 communes
- Collecte illégale de données sur LinkedIn: La CNIL inflige une amende de **240 000 €** à la société KASPR
- Publicité entre les courriels des utilisateurs sans consentement: La CNIL sanctionne Orange et prononce une amende de **50 000 000 €.**
- La Data Protection Commission (DPC), commission irlandaise de protection des données inflige une amende de **251 000 000 € à** Meta pour des violations du RGPD liées à une fuite de données.

Marine de la Clergerie (Consultation, LinkedIn, Demande de devis) est avocat au Barreau de Toulouse. Ses locaux sont situés 43 rue Achille Viadieu à Toulouse (métro Saint-Michel). Elle est spécialiste en droit du numérique et des communications, avec la qualification spécifique droit des données à caractère personnel. Elle intervient principalement en droit du numérique, droit des contrats, droit des données personnelles, droit de l'internet et du e-commerce, noms de domaine, DPO externe, en conseil, précontentieux et contentieux.

NIS2 – Transposition

écrit par Marine de la Clergerie | 19/12/2024



Source: https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/NIM/?uri=CELEX:32022L2555